



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 06/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOCOPA VIANDES**

11, Rue des abattoirs  
50200 Coutances

Références : 2025-217  
Code AIOT : 0005302870

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté 11, Rue des abattoirs 50200 Coutances. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOPA VIANDES
- 11, Rue des abattoirs 50200 Coutances
- Code AIOT : 0005302870
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOCOPA Viandes est spécialisée dans la transformation et la commercialisation de viandes. Cette société exploite sur son site de Coutances un entrepôt frigorifique fonctionnant notamment avec un système de refroidissement à l'ammoniac.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périodicité du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 11 avril 2025 avait pour objectif de contrôler le respect de prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation. Un focus a été réalisé sur la réalisation des contrôles des installations électriques du site.

L'organisation de l'exploitant, pour le contrôle de ses installations électriques et la levée des non-conformités relevées, est bien en place mais il faut rester vigilant en ce qui concerne les délais de résorption de celles-ci. Par ailleurs, il conviendra de réaliser le recensement des parties de l'installation pouvant être à l'origine d'une explosion ainsi que transmettre, à l'inspection des installations classées, les résultats du contrôle de l'adéquation du matériel dans ces zones.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  La société SOCOPA Viandes a présenté le dernier rapport de vérification de ses installations électriques (réf. 060285002501R001) effectué par la société DEKRA en date du 16 mars 2025. Le contrôle précédent ayant été réalisé le 24 mars 2024, la périodicité annuelle du contrôle des installations électriques est ainsi respectée. Le rapport de contrôle de mars 2025 fait état de sept observations. L'exploitant a également présenté l'attestation Q18 en date du 16 mars 2025. Celle-ci conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion et précise en annexe les trois non-conformités à l'origine de ces risques (voir point de contrôle N°3).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
<b>Constats :</b>  L'attestation Q18 de mars 2025 précise que le contrôle effectué a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement. Par ailleurs, le rapport de vérification périodique précise au sein de la partie "limites de la vérification" que l'essai du groupe électrogène n'a pas été réalisé. Néanmoins, le 11 avril 2025, l'exploitant a précisé que l'étendue de la vérification effectuée par la société DEKRA comprend également le site voisin (l'abattoir de Coutances) auquel appartient le groupe électrogène. Ainsi, la vérification des installations électriques de l'entrepôt frigorifique n'a fait l'objet d'aucune

limite d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
<b>Constats :</b>  Le dernier rapport de vérification des installations électriques du site de Coutances de la société SOCOPA Viandes fait état de sept observations qui avaient toutes déjà été signalées lors du précédent contrôle. Le 11 avril 2025, l'exploitant a indiqué que les observations des rapports de vérification sont reprises dans un tableau suivi par le siège du groupe et faisant office de plan d'action. Concernant les non-conformités entraînant un risque d'incendie ou d'explosion, figurant en annexe du certificat Q18, celles-ci sont associées à l'état du tableau général basse tension (TGBT) et de l'armoire générale basse tension (AGBT) du site. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ces équipements seraient remplacés d'ici mi-juin 2025 et a présenté un devis établi par la société SPIE ainsi qu'un bon de commande signé par la société BIGARD, maison mère de la société SOCOPA Viandes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  Le 11 avril 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé le travail de recensement des zones pouvant être à l'origine d'une explosion pour son site de Coutances. En conséquence, l'évaluation de l'adéquation du matériel présent dans les zones ATEX du site n'a pas pu être démontré. En effet, tous les appareils, électriques et non-électriques (pneumatique, hydraulique, mécanique...), présents dans les zones à risques d'explosion, ainsi que les systèmes de protection, doivent être conformes aux prescriptions techniques liées aux types de zone.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmettra, sous 3 mois, le recensement des parties de l'installation pouvant être l'origine d'une explosion ainsi que l'audit d'adéquation du matériel présent dans ces zones ATEX du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Etat général visuel des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 11 avril 2025, l'inspection a réalisé par sondage un contrôle visuel des installations électriques du site de Coutances de la société SOCOPA Viandes. Aucune anomalie n'a été constatée hormis celles déjà relevées par la société DEKRA dans le cadre de la visite périodique des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite